

Saskatchewan, que quelques sociétés agricoles gérées comme toute autre grosse entreprise, soucieuses de leur marge bénéficiaire, d'efficacité et de rendement. On ne se préoccupe pas de l'élément humain ni de ce qu'il adviendra des petits cultivateurs et autres qui vivent dans les régions rurales. Qu'envisage le gouvernement à leur égard? Il semble qu'il ne prévoit rien sinon ses programmes d'assistance publique et les chèques d'assurance-chômage qu'on distribue actuellement dans les villes canadiennes.

Voilà ce qu'il adviendra à long terme des programmes agricoles si nous n'agissons pas immédiatement en faveur de nos régions rurales et de l'ensemble de l'agriculture de l'Ouest. Le mode de vie rural vaut la peine d'être conservé. Une certaine qualité de vie s'y rattache. Au lieu de pousser les gens à émigrer dans les grandes villes, nous devrions nous occuper de repeupler la campagne en stimulant l'économie agricole et en rendant possible la vie rurale. L'âge moyen d'un fermier de l'Ouest est de 57 ans. Cela prouve une fois de plus que cette industrie se meurt rapidement et que nous ne parlons pas pour le plaisir de parler quand nous disons que l'agriculture est en proie à de graves difficultés.

Je dirais au gouvernement et à tous les députés que la question agricole devrait recevoir la toute première priorité. Il faut que nous propositions un bill prévoyant de verser immédiatement 250 millions de dollars aux cultivateurs. Donnons-leur les 250 millions que des associations agricoles demandent. C'est le montant que recommandent des gens avertis en matière agricole. Il ne s'agit pas d'un chiffre fixé par des fonctionnaires ou des directeurs de sociétés mais par les cultivateurs eux-mêmes. C'est ce qui leur faut.

Je crois que, à longue échéance, nous devons prendre des décisions très importantes et j'en signalerai trois qui me viennent à l'esprit. Premièrement, le gouvernement doit essentiellement reconnaître la valeur de la vie rurale. Il faut non seulement la préserver, mais encore l'aider et la stimuler par tous les moyens possibles. Je pense que l'urbanisation s'effectue de façon impersonnelle et beaucoup trop rapidement au Canada. La décision fondamentale à prendre, c'est d'aider la vie rurale. Il faut aider les cultivateurs, et, si nous devons agir, préalablement poser ce principe essentiel. Si la vie rurale est dans quelque mesure valable, laissons au cultivateur prendre certaines des décisions qui le touchent, ainsi que sa vie. Nous n'avons pas de raison de l'empêcher de prendre part à de telles décisions. Les cultivateurs participeraient donc à la prise des décisions dans le domaine agricole. Pourquoi ne les consulte-t-on pas de façon vraiment significative? Pourquoi n'ont-ils rien à dire quant aux prix qu'ils reçoivent en retour de leurs produits; quant à ceux qu'ils doivent verser pour les tracteurs et les autres pièces d'équipement qu'exige la production du grain? Les intéressés dans d'autres secteurs de notre société le peuvent.

Le ministre ou le gouvernement pensent peut-être que mes propos sont révolutionnaires ou d'inspiration nouvelle. Je ne pense pas que le ministre soit disposé à laisser le cultivateur exprimer ainsi son point de vue ou à

[M. Nystrom.]

avoir autorité sur son propre destin. Nous pourrions nous engager dans un débat sur le bill C-176, mais je remets la chose à plus tard. Dans le bill à l'étude, pourquoi n'accordons-nous pas au producteur autorité sur ce qui l'attend dans sa carrière ou son activité? Nous le devons à l'avenir si nous sommes déterminés à aider efficacement le cultivateur de l'Ouest et la vie rurale.

Enfin, pour effectivement aider le cultivateur et les collectivités rurales de l'Ouest, le gouvernement et la population de notre pays devront être prêts à accorder à l'agriculture un appui vraiment significatif. Enfin, le gouvernement devra un jour prendre des dispositions pour soutenir les prix agricoles. Le prix du boisseau de grain est probablement inférieur aujourd'hui, sinon égal, à ce qu'il était à la fin de la seconde guerre mondiale. Il ne devrait pas en être ainsi. Le Canada est à peu près le seul pays industriel qui ne soutient pas de quelque façon le prix de son blé dans le commerce international.

J'aimerais me reporter encore une fois à une déclaration de la Fédération de l'agriculture sur le prix du grain. Il y est question du régime de double prix, auquel le gouvernement songe depuis plusieurs années mais qu'il n'a jamais vraiment appliqué de façon sérieuse. Je relève dans la déclaration de la Fédération le passage suivant:

Enfin, un régime judicieux de double prix doit être partie intégrante de la politique globale de protection du revenu des producteurs de grain de l'Ouest. Notre pays est le seul ou à peu près le seul producteur de blé à prendre les niveaux mondiaux des prix comme modèle équitable des prix payés par les consommateurs canadiens, et c'est insensé. C'est un fait révoltant que depuis la seconde guerre mondiale, il n'y a eu aucune hausse appréciable du prix des grains et, par conséquent, aucune augmentation du revenu des fermiers provenant de la vente des produits de la farine et des céréales aux consommateurs. Il faut remédier à la chose par des hausses appréciables du prix payé aux agriculteurs pour les céréales servant à l'alimentation des Canadiens. Le résultat d'une telle augmentation serait minime pour ces derniers. Le gros du coût des produits de céréales, pour le consommateur, réside dans le transport, la transformation et la distribution.

Il est grand temps que le gouvernement prenne au sérieux des associations comme la Fédération de l'agriculture, le Syndicat des cultivateurs, le syndicat du blé et autres, lorsqu'elles parlent de politiques comme celle du revenu des agriculteurs. Il est temps que les agriculteurs aient vraiment voix au chapitre lorsqu'il s'agit de décider de la politique touchant leur mode de vie. Il est temps que le gouvernement accorde une telle importance à l'agriculture, que nous agissions au lieu de parler et soutenions le prix des denrées agricoles. Il y a bien des moyens d'augmenter les revenus des fermiers. Nous pourrions, par exemple, prendre une initiative dans le sens suggéré par la Commission Barber au sujet des instruments aratoires. Je ne vois pas pourquoi les machines agricoles sont si chères ou les bénéficiaires de leurs fabricants si excessifs. Nous devrions agir immédiatement en vue de réduire le prix de ces instruments, et il faudra en venir là si nous voulons améliorer le revenu des agriculteurs.

Je pourrais parler de nombreuses autres questions soulevées par des gens comme le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) et celui de Battleford-Kindersley (M. Thomas), en vue d'améliorer le revenu agricole. Si nous